

## Produire moins sans appauvrir la population mondiale ?

### **Mirages de la décroissance**

*D'un côté, les partisans d'une frugalité volontaire, renvoyés à la « lampe à huile » par le président français Emmanuel Macron. De l'autre, des dirigeants d'entreprises polluantes débitant des gadgets destinés à alimenter l'aliénation par la consommation. Les caricatures qui structurent les débats sur la croissance ne nous privent-elles pas d'une réflexion sur les finalités potentielles de l'activité économique ?*

par **Leigh Phillips** (Auteur d'*Austerity Ecology and the Collapse-Porn Addicts : A Defence of Growth, Progress, Industry and Stuff*, Zero Books, Alresford, 2015)



© Erwin Olaf - Courtesy Galerie Rabouan Mousson, Paris

Pour une partie des écologistes, la crise environnementale a atteint un tel niveau qu'une seule solution s'impose désormais : la décroissance. Selon eux, le dérèglement climatique ne provient pas d'un mode de production guidé par le marché, et donc irrationnel. Il découle directement de la croissance, qui gonfle la demande énergétique et entrave l'objectif de décarboner l'économie. Puisqu'une réduction de la production de biens produirait l'effet inverse, il conviendrait d'amputer l'activité. Cette analyse soulève plusieurs difficultés.

On oublie parfois que les humains ne sont pas toujours impuissants face aux dérèglements qu'ils engendrent. Dans les années 1980, la menace écologique s'incarnait dans le « trou de la couche d'ozone », ce gaz qui nous protège des rayons ultraviolets (UV) nocifs provenant du soleil, dont la présence se réduisait dans l'atmosphère. Annonceur de cancers de la peau, d'épidémies d'immunodéficience, d'une dégradation des réserves d'eau, d'une perturbation des cycles biochimiques et d'une baisse de la production agricole, le phénomène ne menaçait pas moins l'humanité que le changement climatique. Là

aussi, les coupables étaient les émissions anthropogéniques. Principalement les chlorofluorocarbures (CFC), bientôt réduits dans le discours médiatique à leur usage dans les réfrigérateurs et les aérosols.

Depuis le protocole de Montréal, signé en 1987 et entré en vigueur le 1er janvier 1989, ces émissions ont fondu de 98 % (1). Le phénomène de destruction de l’ozone s’est inversé dans les années 2000, et on s’attend à ce que la couche atmosphérique de gaz retrouve son état initial d’ici à 2075 (2).

Tous ceux qui ont grandi dans les années 1980 se souviennent sans doute d’avoir, à un moment ou à un autre, harcelé leur mère pour qu’elle arrête d’acheter des bombes de laque pour les cheveux. Les mères n’ont pas toutes cédé à cette injonction. Les dirigeants politiques non plus. Plutôt que de compter sur les initiatives individuelles, et insensible aux lamentations des lobbyistes engagés par les industriels, le protocole de Montréal intervient directement sur les marchés pour imposer une réglementation.

Si nous avons essayé d’enrayer l’augmentation du nombre de réfrigérateurs dans le monde, par exemple, ou même tenté d’en réduire la quantité totale à l’échelle planétaire, plutôt que de mettre en place des règles imposant une mutation technologique, nous aurions sans doute couru au désastre. Proclamer « Tant de frigos, mais pas un de plus » aurait réglé le problème de la croissance des émissions, mais pas celui des émissions elles-mêmes, de la même façon qu’il ne s’agit pas aujourd’hui de réduire les gaz à effet de serre, mais de les éliminer.

### **La capacité humaine d’innover**

Et de quelle légitimité le Nord aurait-il pu se prévaloir pour expliquer aux pays du Sud qu’ils ne pouvaient pas disposer des moyens de conserver leur nourriture au frais ? Est-ce que le discours progressiste ne consistait pas à affirmer, au contraire, que nous manquions de réfrigération dans le monde ? Aujourd’hui, fort heureusement, on constate une augmentation de son usage, sans impact sur la couche d’ozone, car nous y sommes parvenus par des technologies qui ne détruisent plus ce gaz.

Cette capacité singulière des humains à transformer leur façon de vivre est déterminante, et elle explique pourquoi Thomas Malthus et ses épigones modernes se fourvoient. Nous ne sommes pas comme des bactéries dans une boîte de Petri : contrairement à d’autres espèces, nous ne consommons pas des ressources à niveau constant. Grâce au progrès technologique et à des choix politiques, nous pouvons, si nous le souhaitons, évoluer. Et, lorsque nous heurtons à des limites naturelles, nous sommes capables d’innover pour les dépasser. L’histoire de notre espèce pourrait d’ailleurs se résumer à cette disposition. Les seules frontières insurmontables à ce que nous pouvons réaliser sont les lois de la physique et de la logique : il est possible d’imaginer que nous nous téléportions un jour, car l’idée ne viole aucune loi physique ; il n’est pas envisageable que nous inventions une machine à mouvement perpétuel, pour la raison inverse.

On comprend aisément que les avocats de la décroissance n’apprécient guère la comparaison avec Malthus. Même si une minorité déteste l’humanité, qu’elle compare à un virus toxique pour la planète, la plupart forgent leurs convictions dans le feu des combats contre les injustices sociales qui découlent des dérèglements environnementaux. Ils rappellent également que, contrairement au révérend britannique, leur mouvement ne s’intéresse pas à la question de la surpopulation : il s’emploie à limiter la croissance économique, pas démographique.

Mais imaginons que nous ayons identifié une limite supérieure à la quantité de biens qu’il est possible de produire sans déclencher de catastrophe écologique. Imaginons que l’économie mondiale se contente désormais de ces volumes. Imaginons enfin que la société opère une distribution parfaitement égalitaire de cette production à l’échelle planétaire, mais qu’il n’existe aucune limite à la croissance de la population. Que se passe-t-il alors ?

Chaque année, de nouveaux enfants naissent et les biens disponibles sont distribués équitablement, mais en quantité moindre : la production stagne, pas les naissances. Au bout d’un certain temps, tout le monde se trouve mécaniquement démuné... à moins que la société ne s’impose un plafond démographique. Dire qu’il y a trop de biens en circulation ou trop de gens sur la planète revient donc finalement à la même chose.

Certains avocats de la décroissance, tel Troy Vettese, concèdent volontiers que, à leurs yeux, la menace du chaos écologique justifie une dose d’« éco-austérité » pour les populations du Nord : « *Trouver une solution à la crise environnementale implique que la bourgeoisie mondiale, les quelques centaines de millions de personnes les plus riches, réduise son train de vie* (3). » Vettese ne précise pas qui sont ces « centaines de

millions de personnes » qui constituent selon lui la « bourgeoisie mondiale ». Mais, puisque l'Europe occidentale et les États-Unis comptent près de 800 millions d'habitants, ses lecteurs peuvent imaginer qu'il ne parle pas uniquement de M. Bernard Arnault et de la reine d'Angleterre.

D'autres, comme l'anthropologue Jason Hickel, plaident que la décroissance n'est pas une politique de l'austérité, mais de l'abondance. Il est possible d'imaginer une réduction planifiée de la production dans les nations à revenu élevé de façon à maintenir les niveaux de vie, voire à les améliorer, expliquent-ils. Selon Hickel, cela impliquerait par exemple de redistribuer la richesse existante.

Regardons de plus près ce qui adviendrait en l'absence de croissance économique. Par chance, l'économiste Branko Milanović, l'un des experts mondiaux de la question des inégalités, nous a mâché le travail : selon ses calculs, le revenu annuel moyen s'établissait, en 2018, à environ 5 500 dollars (4). Or la proposition de Hickel impliquerait de ramener tous les revenus supérieurs à cette somme, de façon à pouvoir hisser les plus pauvres au même niveau.

Cinq mille cinq cents dollars, soit environ 4 700 euros par an ? La plupart des Occidentaux gagnent plus, parfois beaucoup plus. En France, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le salaire annuel moyen s'élevait à 26 634 euros brut en 2015 (derniers chiffres disponibles). Il ne s'agit bien sûr que d'estimations grossières, mais passer de 26 000 à 4 700 euros constituerait une amputation du niveau de vie des travailleurs français dont n'ont jamais osé rêver MM. Alain Madelin, François Fillon ou Bruno Le Maire. Selon les calculs de Milanović, 27 % de la population mondiale perçoit plus que la moyenne et verrait ses revenus amputés de plus de deux tiers.

Les partisans de la décroissance expliquent que cette évolution ne reposerait pas sur des transferts budgétaires du Nord vers le Sud : la grande égalisation résulterait d'un mécanisme qui autoriserait le Sud à développer sa production, tandis que le Nord réduirait progressivement la sienne. En d'autres termes, il s'agirait de réduire d'environ deux tiers la production de richesse dans les pays développés. « *Les usines, les trains, les aéroports ne fonctionneraient qu'un tiers du temps actuel ; l'électricité, le chauffage, l'eau chaude ne seraient disponibles que huit heures par jour ; les propriétaires de voitures n'auraient le droit de les utiliser qu'un jour sur trois ; nous ne travaillerions que treize heures par semaine* », conclut Milanović.

« *Caricature !* », répondent les « décroissants ». La réduction de la production occidentale ne se ferait pas de manière aussi transversale. Au contraire : tout ce qui profite à la société continuerait comme avant, alors que l'inutile disparaîtrait. Et Hickel de lister les secteurs « *destructeurs sur le plan écologique et qui ont peu, voire pas, d'intérêt pour la société* » : le marketing, les 4 x 4, le bœuf, le plastique à usage unique et les combustibles fossiles.

Nous produisons indubitablement des montagnes d'objets et de services inutiles, mais peut-on réellement suggérer que les deux tiers de l'activité productive occidentale sont superflus, ne débitant que des gadgets sans le moindre intérêt ? D'où, sans doute, les autres solutions imaginées par Hickel : la réduction de la semaine de travail, l'expansion des temps de loisir et l'élargissement de services sociaux généreux. Tout progressiste digne de ce nom applaudira à de telles perspectives, mais rien n'indique qu'elles compenseraient l'amputation annoncée des revenus de chacun, ni qu'elles permettraient de réduire la production économique.

Tout d'abord, aucune quantité de temps libre ne compense les affres de la pauvreté : la possibilité de se libérer des contraintes professionnelles, quitte à ne pas manger, est déjà offerte à tous, sans susciter un engouement démesuré. Selon une formule célèbre, dans la société capitaliste, la seule chose qui soit plus dure que d'être exploité, c'est de ne pas l'être.

Par ailleurs, l'idée que les loisirs et les services sociaux émettraient moins de gaz à effet de serre repose sur la conviction qu'ils n'impliquent pas l'utilisation de produits manufacturés, et ne requièrent donc ni énergie ni extraction de ressources naturelles. Or les secteurs des loisirs et des services, certes moins « sales » que l'industrie lourde, n'en demeurent pas moins polluants : les instruments de musique sont fabriqués en bois, en métal, en plastique ; les hôpitaux regorgent d'équipements nécessitant des centaines de minerais différents ainsi que des dérivés pétroliers ; le matériel d'escalade, les kayaks, les bicyclettes proviennent, en définitive, de matières que l'on a extraites du sol.

S'il est crucial de restaurer et de développer les services publics, notamment pour venir à bout de la crise du logement dont souffrent les sociétés développées, l'État social n'est pas l'unique source de notre bien-être : il y a aussi le cinéma, les jouets, les moules à gaufre, les téléviseurs. La rêverie selon laquelle

l'absence de tous ces biens de consommation — un retour à une « vie simple » — serait la recette du bonheur séduit les franges les plus aisées de la bourgeoisie, car on rêve mieux de dépouillement lorsque tous ses besoins sont satisfaits. L'une des critiques internes les plus persistantes de l'Union soviétique était que la vie y était grise : on y manquait de vêtements de couleur, de musique et d'ananas. Nous voulons du pain, oui ; mais nous voulons aussi des roses.

---

(1) « [Annual records](#) », Ozone Watch. Un rebond dans les émissions non déclarées a toutefois été enregistré depuis le début des années 2010 en Asie orientale, suggérant que quelqu'un triche dans la région.

(2) « [The Antarctic ozone hole will recover](#) », NASA, 4 juin 2015, <https://svs.gsfc.nasa.gov>

(3) Troy Vettese, « [To freeze the Thames](#) », *New Left Review*, no 111, Londres, mai-juin 2018.

(4) Branko Milanović, « [The illusion of “degrowth” in a poor and unequal world](#) », *Global Inequality*, 18 novembre 2017, <http://glineq.blogspot.com>